

Demande déposée le 31/07/2023 Complétée le 05/09/2023		N° PC0911612310012
Par :	RABONI IDF	
Demeurant à :	69-71 boulevard de la République 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	
Représenté par :	Monsieur CORDIER Jean-Pierre	
Pour :	Réaménagement espace recevant du public avec extension	DESTINATION : COMMERCE, ENTREPOT ET BUREAUX
Sur un terrain sis :	8 rue Ampère 91380 CHILLY-MAZARIN	

La Maire :

VU la demande de permis de construire susvisée,
VU l'avis de dépôt de la demande affiché en mairie en date du 31/07/2023,
VU le Code de l'Urbanisme,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 avril 2011, exécutoire le 6 mai 2011, modifié le 28 juin 2011 et révisé le 24 septembre 2012,
VU la révision générale du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 septembre 2018, exécutoire le 8 décembre 2018, modifiée par délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2019 suite aux évolutions demandées par le préfet de département, exécutoire le 16 juin 2019,
VU la délibération du Conseil Municipal du 19 septembre 2011, relative à la fixation du taux et des exonérations en matière de taxe d'aménagement,
VU la délibération du conseil municipal n° D070110-13, dénommée « Réforme des autorisations d'urbanisme – Permis de démolir et édification de clôtures : modalités », en date du 1^{er} octobre 2007,
VU l'arrêté n°147-20 du 4 juin 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eddy POLICE, Conseiller Municipal délégué à l'Urbanisme réglementaire,
VU de la Direction Départementale des Territoires en date du 16/08/2023 ci-annexé,
VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 21/08/2023 assorti de prescriptions et ci-annexé,
VU l'avis d'ENEDIS en date du 22/08/2023 ci-annexé,
VU l'avis de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay – Service assainissement en date du 25/08/2023 ci-annexé,
VU l'avis de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay – Service Eau potable en date du 28/08/2023 assorti de prescriptions et ci-annexé,

CONSIDERANT que l'article R.424-5 du Code de l'Urbanisme, dans son deuxième alinéa, dispose que « *Si la décision comporte rejet de la demande, si elle est assortie de prescriptions ou s'il s'agit d'un sursis à statuer, elle doit être motivée.* »,

CONSIDERANT que l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme dispose que « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.* »,

CONSIDERANT que le service assainissement de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay fourni un avis dans lequel il indique ne pouvoir émettre un avis au regard des documents fournis,

CONSIDERANT que le permis de construire ne peut être délivré sans vérification du respect du règlement d'assainissement,

CONSIDERANT AINSI que le projet ne peut être autorisé au regard de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est **REFUSÉ** à RABONI IDF pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Le refus est pris conformément à l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : La présente décision est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département, dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.



CHILLY-MAZARIN, le 30/01/2024

Le Conseiller Municipal délégué à
l'Urbanisme réglementaire
Eddy POLICE

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R.600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).